



Communiqué de presse – 10 novembre 2017

AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN DANGER : POUR UN SOUTIEN PUBLIC FORT ET LISIBLE

Depuis 3 mois et plus, nos élus feignent de ne pas **voir la mutation profonde agricole et alimentaire que constitue l'évolution de la bio**. Ils ne prennent pas leurs responsabilités face à ce mouvement en décidant de ne pas l'accompagner. En juillet 2017, l'Etat annonçait ne plus donner de moyens de financements pour accompagner ou conforter les agriculteurs dans leurs changements de pratiques **en ne transférant que 4,2% des aides historiques** vers le second pilier de la PAC. Ces attermoissements aboutissent **à une impasse totale quant à une éventuelle ambition régionale ligérienne de développement de la bio** dans l'une des régions leader de la bio (8 % de surface en bio, en progression de 21% en 2016).

La Bio répond aux attentes des consommateurs, le marché est là, les entreprises agro-alimentaires et les distributeurs ont besoin de produits bio, la filière Bio crée des emplois...Mais pour cela, il nous faut des producteurs, et l'engagement en bio demande du temps. **Or, la suppression d'aides et le manque de visibilité va casser cette dynamique historique.**

Face à ce paradoxe, des organisations agricoles, environnementales et économiques **appellent à une mobilisation sous la forme d'un pique-nique citoyen le vendredi 17 novembre 2017** à Nantes (parvis du Conseil régional). Nous invitons toutes les organisations syndicales, agricoles et citoyennes à s'associer à notre démarche.

Nous demandons à l'Etat et au Conseil régional **une ambition lisible et claire pour un soutien politique fort de l'agriculture biologique**. Dans l'état des discussions, il manque 25 millions d'euros en Pays de la Loire pour accompagner la dynamique jusqu'en 2020. A plusieurs reprises, les pouvoirs publics ont exprimé l'hypothèse d'une « année blanche en 2018 », c'est-à-dire aucun soutien financier pour les projets en conversion en Pays de la Loire !

Nous proposons des solutions concrètes pour permettre d'abonder les enveloppes financières dédiées à l'agriculture biologique :

- **En supprimant la part du transfert du 2nd pilier vers l'assurance récolte**
- **En utilisant tous les moyens possibles pour récupérer du FEADER**
- **En fléchant une partie des 200 millions d'euros sur les services environnementaux** annoncés par le Président de la République lors des EGA
- **En mobilisant d'autres financements (Conseil régional, Agence de l'Eau, Agence de la Biodiversité)**
- **En privilégiant les aides bio plutôt que les aides aux investissements** en agriculture qui n'apportent aucune garantie sur la transition agricole

Au travers de ces solutions, **nous souhaitons une reconnaissance pleine d'une agriculture biologique au service de l'environnement, d'une alimentation saine et créatrice d'emplois**. La rupture du soutien politique serait un coup d'arrêt à la dynamique bio dans notre région.

Contacts presse (au nom du collectif) :

- François VRIGNAUD : 06-99-45-63-54
- Mathieu COURGEAU : 06-76-52-28-71
- Frédéric SIGNORET : 06-76-46-30-03